



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

250 | Avril-Juin 2010

L'Afrique au cœur du sport mondial

Les pratiques sportives

À la conquête des îles de l'océan Indien

Sporting practices to the conquest of Indian Ocean islands

Olivier Naria



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5987>

DOI : 10.4000/com.5987

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2010

Pagination : 275-290

ISBN : 978-2-86781-661-1

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Olivier Naria, « Les pratiques sportives », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 250 | Avril-Juin 2010, document 6, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5987> ; DOI : 10.4000/com.5987

Les pratiques sportives À la conquête des îles de l'océan Indien

Olivier NARIA¹

De domaine cloisonné jusque dans les années soixante-dix dans les pays bordiers de la zone océan Indien, le sport s'est transformé pour devenir, sous des formes diverses, une composante de la vie quotidienne d'une grande majorité des habitants des îles de l'océan Indien, un vecteur de développement économique ou un atout de valorisation des territoires.

En 2009, les licenciés sportifs dans les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien sont au nombre de 500 000 ; ils fréquentent plus de 6 000 équipements et plus de 3 000 clubs. Ils sont enfin des millions de personnes à s'investir bénévolement dans la pratique sportive. Au-delà du poids des pratiquants licenciés, les pratiquants en dehors des clubs sont beaucoup plus nombreux si l'on tient compte de la pratique qui s'exerce à la périphérie de l'encadrement officiel. L'amélioration des conditions de vie, la progression des moyens de communication et le développement de la société des temps libres contribuent, à des degrés divers selon les îles, à l'adhésion de nouveaux loisirs sportifs chez les habitants indiano-océaniques. Les acteurs politiques, sportifs et associatifs se sont alors intéressés à ce secteur de politique publique.

Au carrefour d'enjeux économiques, socio-culturels, territoriaux et environnementaux, les sports de compétition dépassent le seul phénomène sportif car ils sont devenus des vecteurs de structuration des territoires et du développement local et durable des pays bordiers de l'océan Indien. Cette problématique prend une tonalité locale particulière en raison de la singularité des territoires de la zone océan Indien. Nous sommes, en effet, en présence de territoires tropicaux à la fois riches (ressources naturelles diversifiées et denses, présence océan/

1. Docteur en géographie, EA-12 Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de la Réunion (CREGUR), Université de la Réunion ; mél : olivier.naria@univ-reunion.fr

montagne...) et vulnérables (érosion, exigüité, ressources limitées, urbanisation peu maîtrisée...). De même, la vie économique est en même temps relativement active (création d'emplois, construction d'équipements, aides internationales importantes...) et fragile (taux de chômage supérieur à 30 %, nombreux emplois aidés, manque de productivité des entreprises, déficit de formation...). Enfin, les contextes socio-culturels présentent des caractères métissés (richesse des échanges entre ethnies) mais aussi instables (problèmes de cohésion sociale et de construction identitaire).

Ces caractéristiques font des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien des espaces privilégiés en matière de recherche sur le rôle des sports de compétition dans le développement territorial. Après avoir participé dans les années soixante-dix au processus de mise en loisirs des pays de l'océan Indien, nous montrerons dans cet article comment se sont diffusées les pratiques sportives à l'échelle de l'océan Indien.

I – Le cadre et la méthodologie de la recherche

1 – Le cadre de la recherche

Il s'agit d'un axe de recherche de notre post-doctorat, réalisé en 2008, intitulé « *Pratiques sportives et territoires dans l'océan Indien* », en collaboration avec les ministères des Sports, de la Culture et des Loisirs de Madagascar ; le ministère des Sports, du Développement Communautaire, de la Culture et de la Jeunesse des Seychelles ; le ministère des Sports et de la Jeunesse de l'île Maurice ; avec le concours de l'Ambassade de France et du Conseil Régional de la Réunion. L'objectif de ce travail était l'analyse de l'organisation institutionnelle de la gouvernance du sport dans ces pays ainsi que les dynamiques territoriales en matière d'équipements, des clubs et des licenciés sportifs.

Dans cette communication, nous avons privilégié l'étude des sports de compétition puisqu'il n'existe pas de pratique sportive organisée de haut niveau dans les pays de l'océan Indien. De manière globale, les sportifs de haut niveau de la zone migrent principalement en Europe occidentale pour s'intégrer dans la voie du professionnalisme.

La communication proposée ici s'inscrit dans la perspective théorique soutenue par les travaux de D. Mathieu et J. Praicheux (1989), de J.-P. Augustin (1995, 2007) et de J.-P. Augustin, P. Bourdeau et L. Ravenel (2008) sur les dynamiques socio-spatiales du sport. Cette approche de la géographie du sport cherche à mettre en évidence les distributions du champ sportif telles que les équipements, les licenciés, les clubs ou encore les acteurs de la communauté sportive.

2 – Des démarches méthodologiques quantitative et qualitative

Afin d'obtenir le plus grand nombre d'informations sur la répartition spatiale des licenciés, des équipements et des clubs sportifs, nous nous sommes appuyés sur le recensement de la répartition territoriale de ces données fournies par les fédérations agréées pour l'année 2007. Par ailleurs, dans le souci d'une représentation la plus précise possible, nous avons croisé ces informations avec des sources locales des pays de l'océan Indien (Direction Départementale de la Jeunesse des Sports pour la Réunion, acteurs de quartiers pour les autres îles, Organisations Non Gouvernementales (ONG), etc.).

De plus, nous avons effectué des entretiens semi directifs auprès d'universitaires, de membres des ministères des Sports ou des pouvoirs publics dont l'objectif était d'évaluer les enjeux et les difficultés du développement de la pratique sportive dans leurs pays.

Cette quête d'informations a été complétée par diverses recherches bibliographiques auprès des archives et des bibliothèques nationales, des centres de documentation du sport des ministères ou de l'Alliance française ainsi que de la presse écrite de ces pays.

II – La genèse et la diffusion socio-spatiale de la pratique sportive

Le long itinéraire de la compréhension de la relation nécessairement complexe entre le sport et les pays de l'océan Indien est esquissé dans cet article. La spatialisation du fait sportif est réalisée pour chaque île de l'océan Indien.

1 – Trois modèles de développement des pratiques sportives dans les pays de l'océan Indien

La source théorique s'inspire des modèles proposés par L. Ravenel (1996) afin de montrer les étapes de la diffusion du sport, plus particulièrement du football en France. Il a construit trois modèles d'implantation du sport.

a – Des transplantations coloniales britannique et française

Un premier modèle, nommé « transplantation », met en lumière le rôle déterminant des clubs de sport britanniques en France (Ravenel, 1996). À partir d'une aire émettrice strictement circonscrite dans l'espace et le temps, tous les pays ont été touchés par la pratique sportive mais à des périodes différentes

(Haumont, 1993). Le Royaume-Uni a représenté l'élément moteur de l'expansion sportive mondiale (Augustin, 1995). Après une diffusion en France, la pratique sportive apparaît dans l'océan Indien durant les années 1800.

À la Réunion, après une brève incursion au lycée Leconte de Lisle en 1896 (Benoit, 1995), le football apparaît durablement dans la cité maritime du Port à partir de 1912 (Combeau-Mari, 1995). La pratique sportive apparaît ensuite à Saint-Denis, puis à Saint-Paul ainsi que dans les villes les plus développées.

À Madagascar, selon les travaux d'historiens (Andriamiharinosy B., Rasoanaivo M., 1989 ; Combeau-Mari, 2009), c'est au début des années 1900 que les premières rencontres sportives sont organisées à Tananarive (Antananarivo actuellement) (1905) ainsi que la création du premier club de football (1912). De manière globale, la situation fait état d'une « phase confidentielle » de la pratique sportive, réservée aux classes dirigeantes françaises qui administrent alors la colonie (Combeau-Mari, 2009). Le rugby, l'athlétisme ou le football sont les activités les plus prisées. C'est près de Tananarive, dans la région d'Analamanga, que se développent les premières rencontres sportives, avant d'atteindre plus tard les régions de Vakinankaratra ou d'Itasy. Pour les deux pays, ce sont les colons français qui implantent et exercent les activités physique et sportive dans leur temps de loisirs principalement.

Aux Seychelles, la pratique sportive semble se développer en premier lieu à Victoria, sur l'île principale de Mahé, importée par les colons britanniques au début du XIX^e siècle. Les premières localisations se situaient sur le terrain de Freedom Square, appelé encore Gordon Square, qui avait pour double vocation, des réunions publiques et des jeux sportifs (Smyth, 2000).

À l'île Maurice, on retrouve des empreintes de pratiques sportives au début du XIX^e siècle. Si l'on se réfère aux travaux de Claude Calivini (2009), le cricket, la gymnastique, la natation, la boxe et le football constituent les sports les plus populaires, introduits dans l'île surtout par les Britanniques. D'autres disciplines comme le basket-ball, le judo ou la lutte, furent introduites par les immigrants asiatiques à la fin des années vingt (Indiressen, 2004).

En résumé, la diffusion de ces disciplines sportives s'explique en raison, d'une part, des importations commerciales de marchandises et culturelles d'idées, et d'autre part, de l'adoption par les Français (à la Réunion et à Madagascar) ou les Britanniques (Maurice et les Seychelles) du modèle sportif anglo-saxon. Approprié progressivement par les colons français ou britanniques, le sport se diffuse dans les îles de l'océan Indien. Dès lors, les espaces les plus urbanisés — Saint-Denis, Tananarive, Victoria et Port-Louis — influencent fortement le développement de la pratique du sport. En effet, ces capitales ont largement polarisé leurs pays dans les fonctions de commandement administrative, politique,

culturelle, sociale, et dans une moindre mesure, les fonctions sportives. On peut dire avec L. Ravenel (1996) que, dans un premier temps, fondée par des colons pour des colons, la pratique sportive reste prioritairement confinée à des classes dirigeantes élitistes dans les sociétés de l'océan Indien.

b – Un modèle de relation décalé dans le temps

Le deuxième processus, appelé « relation », souligne l'importance de l'action des citoyens français, qui sont les vecteurs privilégiés de l'expansion du sport à l'échelle du territoire français.

Au niveau des pays de l'océan Indien, l'expansion des activités sportives est favorisée par le rôle des résidents autochtones à partir des années vingt et trente. Ce modèle met davantage l'accent sur la proximité géographique.

À la Réunion, le sport s'impose selon une double relation : la première lors de rencontres festives, la seconde par l'intermédiaire des instituteurs (Combeau-Mari, 1995). Saint-Paul, Saint-Pierre, Saint-Benoît se distinguent par le développement de clubs sportifs.

Le phénomène se produit avec plus ou moins les mêmes vecteurs dans les autres pays de l'océan Indien. Aux Seychelles, les clubs sportifs se développent aussi avec l'action des instituteurs qui intègrent l'éducation physique dans le programme scolaire, notamment dans les écoles à Victoria, à Mont-Fleuri, à English River ou à Anse aux Pins.

À Maurice, l'expansion de la pratique sportive s'explique différemment dans un premier temps. À Port Louis et dans les villes de Plaine Wilhems, des pratiques sportives sont exercées à proximité des industries sucrières par les ouvriers durant leur temps de loisirs (Calvi, 2004).

À Madagascar, étant donné l'immensité du territoire, à partir de Tananarive, le mouvement sportif va se répandre surtout grâce aux responsables éducatifs des établissements d'enseignements publics (Combeau-Mari, 2004) sous l'impulsion de l'empire colonial français.

Dans les différents pays de l'océan Indien, les espaces urbanisés ont été les moteurs du développement du mouvement sportif. Les foyers secondaires se caractérisent par de petites villes rurales, qui sont en retard par rapport aux espaces plus développés. On assiste dès lors à un développement spatial relativement circulaire de l'implantation du sport qui se calque sur les régions les plus urbanisées et donc les plus développées des îles, hormis à Madagascar et à Maurice où la diffusion est plus contrastée. À cette époque, les sports les plus pratiqués sont le football, de loin la discipline la plus populaire, avec la gymnastique, l'athlétisme, le tennis, et dans une moindre mesure, l'escrime, le

rugby et le cyclisme. Grâce à la structuration des infrastructures routières, le sport va être le moteur de la constitution d'un nombre conséquent de clubs qui se répandent dans les territoires insulaires.

c – Un modèle d'imitation tardif

En dernier lieu, un modèle d'« imitation » contribue à la propagation du sport au niveau local par effet de mimétisme car rares sont les autochtones qui intègrent les clubs britanniques.

La réalité locale montre qu'il s'agit de l'effet de reproduction des structures sportives par les natifs des îles. Cette étape se déroule encore exclusivement dans les espaces les plus urbanisés et durant les années trente et quarante. Les clubs sportifs de l'océan Indien vont alors imiter les clubs des franges dirigeantes de la société indiano-océanique. Les premières relations s'instaurent timidement entre ces deux types de clubs dans chaque île. Puis elles vont s'accroître durant les années cinquante à quatre-vingt. Ce phénomène s'intensifie parce que les premières équipes constituées ont besoin d'autres formations afin de s'adonner au sport. C'est ainsi que le sport se dirige vers une population native qui trouve, grâce à ces premiers acteurs indiano-océaniques du monde sportif, une raison supplémentaire de s'exercer à des disciplines sportives.

2 – Un développement différencié à « l'émancipation » des pays de l'océan Indien

Dans chaque pays de l'océan Indien, soit des ministères des Sports ont été créés (Madagascar, Seychelles, Maurice) soit une instance délocalisée du ministère des Sports est présente (Réunion). Ces institutions organisent la politique sportive de leur État dans le domaine sportif, et sont souvent associées dans leurs champs d'intervention à la Jeunesse et/ou à la Culture. Ces ministères gèrent les affaires sportives avec les fédérations ou les ligues sportives, et ont développé un modèle d'organisation reposant sur une logique de fonctionnement centralisée entre l'État (des pays de l'océan Indien), le mouvement sportif et parfois des partenaires privés.

Le développement du sport dans les îles de l'océan Indien se déroule à des rythmes différents et la structuration du mouvement sportif est largement influencée par les directives coloniales après leur « émancipation ». S'il est vrai qu'on aurait pu s'attendre à un développement soutenu du fait sportif dans ces sociétés de l'océan Indien, force est de constater qu'il n'en fut rien. Les situations sanitaire, économique, sociale et politique des îles traduisent surtout un état de « sous-développement », si bien que les priorités ne sont pas allouées au domaine sportif. Les urgences sont la résorption de l'état insalubre, le développement

des moyens de communication, la diversification de l'activité économique et la construction de logements pour des îles où la croissance démographique est importante.

Progressivement, les acteurs politiques prennent conscience que le sport peut être un formidable vecteur de communication dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la cohésion sociale pour ces populations insulaires.

En 1954, la création du service de la Jeunesse et des Sports a pour mission la promotion des affaires sportives sur le territoire de la Réunion. Cette institution va aider le mouvement sportif à s'affilier aux fédérations nationales de la France. Dès lors, les premières ligues régionales de basket-ball (en 1955), de football et de judo (en 1956) se mettent en place. En 1971, dans la commune du Port, est instauré le premier Office municipal des Sports (OMS) géré par l'un des premiers élus délégués aux Sports à la Réunion. Cet OMS va être un maillon essentiel dans la dynamisation de la vie communale au niveau de l'animation, de l'événement et de la création des équipements du sport, à tel point que d'autres communes vont imiter très rapidement cette initiative. L'engouement du sport est visible à travers l'augmentation des licenciés, si bien que d'autres institutions se mettent en place : le Comité régional Olympique et Sportif et l'Union nationale du Sport scolaire (en 1974), l'Union scolaire de l'Enseignement primaire (en 1975), l'Union française des Œuvres laïques des Écoles primaires (1979), etc. En 1986, face à la progression rapide des licenciés et à une absence de stratégie pour le sport, le mouvement sportif se réunit et propose aux acteurs politiques la mise en place d'un développement pour 20 ans dans le domaine des équipements et des animations sportifs. Cette initiative a été à l'origine d'un atlas des équipements sportifs (Région Réunion, 1991), calqué sur les bassins de populations des communes réunionnaises. Aujourd'hui, des efforts sont encore consentis afin de réduire les inégalités socio-spatiales de la pratique sportive au regard des équipements et des animations (Naria, 2008). À Madagascar, les colonisateurs ont apporté avec eux la pratique de leurs sports à l'image du rugby, du football ou de l'athlétisme. Au lendemain de l'Indépendance, 1962 constitue l'année starter du développement sportif avec l'Ordonnance sur « l'organisation générale du sport », décrétée par la Première République. La pratique sportive va alors connaître des progrès dans la structuration des ligues et dans son financement. Les ligues sportives de l'époque deviennent alors des fédérations nationales : l'exemple de la Fédération Malgache de Volley-ball atteste notre propos (CIO, 1980). Par exemple, en 1963, les Fédérations malgaches d'Athlétisme, de Basket-ball, de Boxe, d'Escrime et de Natation ont été constituées.

Madagascar	Maurice	Seychelles	Réunion
<p>1948 Office Sport scolaire et universitaire (OSSU) ; FIIHEZAMA ; Fédération Sportive et Culturelle de la France (FSCF)</p> <p>1960 Indépendance, Création du Centre Régional de l'Éducation Physique et Sportive</p> <p>1961 Fédération Malgache (FM) de Judo ; FM de Lutte</p> <p>1962 Ordonnance sur l'organisation générale du sport ; FM de Volley-ball</p> <p>1963 FM d'athlétisme ; FM de Basket-ball ; FM de Boxe ; FM d'Escrime ; FM de Natation</p> <p>1964 Comité Olympique Malgache (COM)</p> <p>1975 Création du ministère de la Jeunesse et des Sports</p> <p>1980 Charte du sport de l'Éducation Physique ; Création du Club Omnisports des Forces Armées (COSFA)</p> <p>1990 3^e Jeux des Îles de l'océan Indien</p> <p>1991 Institut National de la Jeunesse</p> <p>1993 TAFITA ; Fonds National pour la Promotion et le Développement de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (FNPDISL)</p> <p>2004 Politique Nationale de la Jeunesse</p> <p>2007 7^e Jeux des Îles de l'océan Indien</p>	<p>1948 : <i>Youth Advising Council</i></p> <p>1952 : <i>Mauritius Sport Association</i> (MSA)</p> <p>1956 : Fédération Mauricienne de Volley-ball, FM de Basket-ball</p> <p>1968 : Indépendance</p> <p>1969 : Création du Ministère de la Jeunesse et des Sports de Maurice</p> <p><i>Mauritius Secondary Schools Sports Association</i> (MSSSSA)</p> <p>1972 : Comité National Olympique Mauricien (CNOM)</p> <p>1984 : <i>Mauritius Sport Council, Physical Education and Sport Act</i> (PESA)</p> <p>1985 2^e Jeux des Îles de l'océan Indien</p> <p>1988 : Commission de la Jeunesse et des Sports de l'océan Indien (CSJOI)</p> <p>2001 : <i>Sport Act</i></p> <p>2003 6^e Jeux des Îles de l'océan Indien</p>	<p>1976 : Indépendance, Création du ministère de l'Éducation et du développement social</p> <p>1979 <i>Sports regionalisation programme actively under way</i></p> <p>1980 : Comité Olympique Seychellois (COSe)</p> <p>1980 <i>An act to establish the National Sports Council</i> (NSC)</p> <p>1984 <i>National Development Plan</i> (1985-1989)</p> <p>1986 <i>An act to amend the NSC to reconstitute the NSC to promote and run a sports pool and for connected purposes (act II)</i></p> <p>1993 4^e Jeux des îles de l'océan Indien</p> <p>2000 <i>Development Plan Towards 2000 and beyond (action plan 1999-2000)</i></p> <p>2004 <i>Sports Strategic Plan</i> (2004-2008)</p>	<p>1946 : Départementalisation</p> <p>1954 Création du service de la Jeunesse et des Sports</p> <p>1955 Ligue régionale de basket-ball</p> <p>1956 Ligue régionale de football ; Ligue régionale de judo</p> <p>1957 Ligue régionale d'athlétisme</p> <p>1958 Comité régionale de cyclisme</p> <p>1959 Ligue régionale de Volley-ball</p> <p>1971 Apparition des Élus délégués aux sports ; création du premier Office Municipal des Sports (OMS)</p> <p>1974 Comité Régional Olympique et Sportif (CKROS) ; Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS)</p> <p>1975 Union Scolaire des Écoles Primaires (USEP)</p> <p>1979 Union Française des Écrivains Laïques d'Éducation Physique (UFOLEP), 1^{er} Jeux des Îles de l'océan Indien</p> <p>1983 Création du Comité Régional des Offices Municipaux des Sports (CROMS) ; Mise en place des 1^{er} Service Municipaux des Sports (SMS)</p> <p>1986 Plan développement du sport impulsé par le mouvement sportif</p> <p>1998 5^e Jeux des Îles de l'océan Indien</p>

Tableau 1 – Repère chronologique de la structuration du sport dans l'océan Indien (Sources : Enquête auprès du ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs de Madagascar ; du ministère des Sports, du Développement Communautaire, de la Culture et de la Jeunesse des Seychelles ; du ministère des Sports et de la Jeunesse de l'île Maurice, 2008 ; Combreau-Mari, 1998 ; 2009 ; Calvi, 2009 ; Narita, 2005)

Ainsi, la réussite s'explique aussi par la volonté de l'État malgache de travailler avec les fédérations sportives en leur octroyant des subventions de fonctionnement. En 1964, le Comité Olympique malgache (COM) est créé afin d'assurer la participation de la République malgache aux Jeux Olympiques. Ce n'est qu'en 1975 qu'est créé le ministère de la Jeunesse et des Sports. Les raisons de cette mise en place semblent peu évidentes car auparavant l'action des secrétaires d'État à la Jeunesse et aux Sports ou des directeurs de la Jeunesse et des Sports était connue par la population. On peut alors supposer que le domaine du sport devient une priorité nationale étant donné la période d'instabilité politique de l'époque. En 1980, l'Ordonnance de 1962 est abrogée par la Charte du Sport de l'Éducation physique dont le but est d'impulser un second souffle au mouvement sportif en soutenant un programme d'équipements sportifs et des animations plus près des quartiers et des villages de Madagascar. Il faut noter que pour la Grande Île, l'organisation des deux éditions des Jeux des Îles de l'océan Indien a permis au sport de devenir l'une des priorités du gouvernement, en le dotant notamment de moyens financiers sur 4 ans, afin d'organiser les Jeux, mais en octroyant également des primes aux sportifs selon leurs résultats dans leurs disciplines. Aujourd'hui, le sport malgache connaît quelques réussites, mais subsistent toutefois des difficultés en raison du faible financement par les pouvoirs publics, ainsi que du manque de synergie entre les acteurs du mouvement sportif et le déficit d'un projet réellement formalisé.

Avant l'Indépendance de Maurice, le gouvernement portait un intérêt très secondaire au domaine sportif. Les Fédérations de Jeunesse, dépendant du ministère de l'Éducation, avaient un rôle important dans l'animation sportive. Un *Youth Advisory Council* avait été créé en 1948 et les clubs de Jeunesse étaient alors affiliés à des ligues régionales, comme celles de Port Louis, de Plaine Wilhems ou de Black River. Il y avait alors une *Youth House*, située à l'emplacement actuel du *Mauritius Sports Council*. Le premier gouvernement de Maurice indépendant créa un ministère de la Jeunesse et des Sports en 1969. L'objectif du ministère était alors de structurer le mouvement sportif et de proposer un véritable développement des pouvoirs publics dans le domaine de l'animation, de la construction des équipements et du soutien des compétitions. En 1972, le Comité national Olympique mauricien est mis en place afin d'accompagner le mouvement sportif dans son organisation. En août 1983, le Président de la République nomma Michael Glover à la tête du ministère de la Jeunesse et des Sports : il occupa ce poste pendant treize ans. Il orchestra l'organisation des II^{es} Jeux des Îles de l'océan Indien, obtenant du gouvernement français une aide conséquente, qui permit à Maurice de se doter d'infrastructures importantes telles que le stade *Maryse Justin* (athlétisme), la piscine olympique *Serge Alfred* à Beau Bassin ou le gymnase *Pandit Sahadeo*

à Vacoas. C'est pendant le long mandat du ministre Glover que le Sport mauricien a vraiment émergé sur la scène internationale (Calvi, 2004). Pendant son administration, d'autres infrastructures importantes furent construites. La coopération internationale fut parfois sollicitée comme pour le Stade *Anerood Jugnauth* réalisé par le gouvernement de la République Populaire de Chine. De plus, la piscine de la région de Souvenir ou le Complexe sportif de Rose Hill furent inaugurés grâce à l'action du Ministre. Avec le *Physical Education and Sport Act* est né le *Mauritius Sports Council* (MSC) en 1984. Le *Physical Education and Sport Act* (PESA) fut voté au Parlement en 1984. Cette loi amena la dissolution de la *Mauritius Sports Association* (MSA), créée en 1952, permettant ainsi à chaque discipline sportive d'être gérée par une Fédération nationale indépendante. Enfin, l'année 2001 constitue une date charnière pour la régionalisation du phénomène sportif à Maurice. L'*Act n° 43 of 2001*, autrement dit « *The Sports Act* », impulse des districts sportifs, au nombre de treize, répartis sur l'ensemble du territoire. Le district de Rodrigues est intégré à ce nouveau fonctionnement. Cette régionalisation agit comme un nouveau souffle pour le développement des territoires sportifs mauriciens, dotés de ressources humaines et d'une budgétisation consolidée par le gouvernement.

Aux Seychelles, le ministère des Sports était allié à celui de l'Éducation et du Développement social en 1976. Dès 1979, la gestion du sport a été conçue sur le principe de la régionalisation, à savoir de doter d'un équipement sportif chaque district de l'île de Mahé. Cette volonté de progrès s'affiche dans la structuration du Comité Olympique seychellois la même année. En 1982, le *National Sport Council* des Seychelles est mis en place par le ministère. Son but est la promotion des activités physiques et sportives sur le territoire insulaire, notamment avec la participation de l'île aux événements sportifs planétaires, tels que les Jeux Olympiques et la Coupe du Monde de football. En 1984, un Plan Quinquennal de développement sportif est adopté par les pouvoirs publics afin d'accroître le nombre de licenciés et d'équiper les districts les plus en retrait par rapport au fait sportif, surtout à Praslin. En 1993, les IV^{es} Jeux des Îles de l'océan Indien ont lieu pour la première fois à Mahé. Cet événement sportif va impulser une politique de grands travaux pour les compétitions et pour accueillir les délégations de l'océan Indien. Un aménagement spectaculaire, de type polder, est construit sur le site de Roche Caïman qui deviendra le site sportif des Jeux des Îles de l'Océan Indien. Ce district constitue aujourd'hui le « poumon sportif » de l'île. L'État français a apporté ses soutiens financier et humain à la réalisation de ce site par la voie de la coopération internationale. Les années 2000 représentent l'âge de la maturité du sport seychellois avec la réalisation du « *Development Plan Towards 2000 and beyond* ». Ces objectifs sont multiples. Il s'agit de diversifier l'offre sportive avec la création d'écoles de sport pour lutter contre

l'obésité, la gymnastique pour les seniors, l'accentuation de la formation des cadres, la création du département *All for sport* et la valorisation des sports de nature océanique afin de structurer la destination du tourisme sportif de l'île. À partir de 2004, le *Sport Strategic Plan* prolonge les objectifs opérationnels du développement sportif amorcés au début de l'année 2000. On peut noter que ce programme ambitieux est arrivé à terme avec plus ou moins de réussite, mais l'évaluation de cette politique publique dans le sport est en cours de réalisation.

*

Éloignées des principaux foyers de diffusion de la pratique sportive d'Europe occidentale, les îles de l'océan Indien vont être conquises par le fait sportif à partir du XIX^e siècle. Au final, les itinéraires du développement sportif dans les pays de l'océan Indien ont été différents mais comportent quelques points communs. Les particularismes régionaux résultant de la diffusion sportive dans l'océan Indien soulignent l'influence de l'histoire coloniale, des pouvoirs publics et d'enjeux multiples (sociaux, culturels, territoriaux...) qui participent à la constitution de l'identité des territoires sportifs de la zone indiano-océanique.

Bibliographie

Ouvrages et articles sur la géographie du sport

Augustin J.-P., 1995 - *Sport, géographie et aménagement*. Nathan : Paris.

Augustin J.-P., 2007 - *Géographie du sport, Spatialités contemporaines et mondialisation*. Armand Colin : Paris.

Augustin J.-P., Bourdeau P. et Ravenel L., 2008 - *Géographie des sports en France*. Vuibert : Paris.

Comité International Olympique (CIO), Lausanne, 1980 - *Revue Olympique*, Lausanne, n° 150, 200 p.

Haumont A., 1993 - Les variations géographiques du sport. In : Augustin J.-P. et Callède J.-P., eds. - *Sport, relations sociales et action collective*. In : *Actes du colloque*. Pessac : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, p. 51.

Mathieu D. et Praicheux J., 1989 - Aspects du sport à Besançon. *Revue géographique de l'Est*, Besançon, n° 4, p. 289-304.

Praicheux J., 1993 - *Contribution à l'analyse des espaces du sport*. IRADES : Besançon, 150 p.

Ravenel L., 1998 - *La géographie du football en France*. PUF : Paris.

- Madagascar

Andriamiharinosy B. et Rasoanaivo M., 1989 - *Le football malgache*. Presses de la société Madprint : Antananarivo, 137 p.

Banque Mondiale, Washington, 2002 - *Éducation et formation à Madagascar : Vers une politique nouvelle, une croissance économique et la réduction de la pauvreté*. Banque Mondiale : Antananarivo, 216 p.

Banque Mondiale, Washington, 2004 - *Décentralisation à Madagascar*. Banque Mondiale : Antananarivo, 116 p.

Banque Mondiale, Washington, 2008 - *Les défis de l'expansion de l'enseignement secondaire et de la réforme à Madagascar*. Banque Mondiale : Antananarivo, 120 p.

Battistini R. et Hørner J.-M., 1986 - *Géographie de Madagascar*. EDICEF, SEDES : Paris.

Combeau-Mari E., 2004 - Une expression coloniale à Madagascar : Le Sportif (1948-1949). In : Combeau-Mari E., dir. - *Sports et loisirs dans les colonies*. SEDES, Université de la Réunion : Paris, p. 135-160.

Combeau-Mari E., 2009 - *Sport colonial, Madagascar (1896-1960)*. Le Publieur : Paris, 210 p.

Direction du Patrimoine, Service de la Logistique et des Infrastructures, Antananarivo, 2008 - *Inventaire des infrastructures sportives et socio-éducatives*. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs : Antananarivo.

Direction Interrégionale de la jeunesse et des Sports, Antananarivo, 2008 - *Tableau synoptique des groupements sportifs*. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs : Antananarivo.

Être Malgache aujourd'hui. *Revue Enjeux Challenger*, n° 11.

Kuntz L., s.d. - *Rapport du Projet Mobilisation et Insertion des Jeunes par l'Animation Sportive de Proximité (1995-2000)*. Ministère des Affaires Étrangères, Service de Coopération et d'Action Culturelle : Antananarivo, 60 p.

Madagascar aujourd'hui : Un pays ouvert sur l'avenir. Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC), Faculté de droit et de sciences politiques (UPCAM - Université Paul Cézanne Aix-Marseille III) : Aix-en-Provence 2005.

Rabenoro M., 2002 - Rôles masculins et féminins dans la vie familiale (1945-1960). In : Staudacher-Valliamée G., dir. - *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*. SEDES : Paris, p. 109-118.

Ravelomanana J., 2002 - L'évolution du rôle de la femme du XVI^e siècle au milieu du XX^e siècle à Madagascar. In : Staudacher-Valliamée G., dir. - *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*. SEDES : Paris, p. 35-40.

République de Madagascar, 1962 - *Ordonnance n° 62-068 portant réglementation générale du sport à Madagascar*.

République de Madagascar, 1962 - *Ordonnance n° 62-068 portant réglementation générale du sport à Madagascar abrogée par l'Ordonnance n° 80-012*.

République de Madagascar, 1997 - *Loi n° 97-014 relative à l'organisation et à la promotion des Activités Physiques et Sportives*.

République de Madagascar, 2007 - *Plan d'action de Madagascar (MAP)* 2007-2012.

République de Madagascar. Ministère de la Jeunesse et des Sports, 1991 - *Décret portant création de l'Institut National de la Jeunesse et d'Éducation Populaire*, n° 93-408. Ministère de la Jeunesse et des Sports : Antananarivo.

République de Madagascar. Ministère de la Jeunesse et des Sports, 1993 - *Décret n° 93-411 portant institution de l'Académie Nationale des Sciences et Techniques des Activités Physiques et des Sports*. Ministère de la Jeunesse et des Sports : Antananarivo.

République de Madagascar. Ministère de la Jeunesse et des Sports, 2004 - *Politique Nationale de la Jeunesse*. Ministère de la Jeunesse et des Sports : Antananarivo.

République de Madagascar. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs, 2008a - *Fichier de la Direction des sports de compétition*. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs : Antananarivo.

République de Madagascar. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs, 2008b - *Fiche d'Identification et de Suivi des Programmes (FISP)*. Ministère des Sports, de la Culture et des Loisirs : Antananarivo.

- Seychelles

France. Ministère des Affaires Étrangères ; Ambassade de France, Service de Coopération des Affaires Culturelles, Victoria, s.d. - *Bilan dans le secteur seychellois (2005-2008)*.

Guébourg J.-L., 2004 - *Les Seychelles*. Karthala : Paris.

Republic of Seychelles, Ministry of Sports, 1998 - *Development Plan Towards 2000 and Beyond*. Ministry of Sports: Victoria, 24 p.

Republic of Seychelles, Ministry of Sports, s.d. - *Sports Strategic Plan 2004-2008*. Ministry of Sports: Victoria, 22 p.

Republic of Seychelles, Ministry of Education, Information and Youth, 1987 - *A Handbook of Procedures for the administration of sports at district and federation/association level*. Ministry of Education, Information and Youth: Victoria.

Republic of Seychelles, Ministry of Education, Information and Youth, 1982 - *National Sports Council Act*. Ministry of Education, Information and Youth: Victoria.

Smyth R., 2000, *Mission Frères de l'Instruction Chrétienne (FIC) aux îles Seychelles*. Mediaspaul : Montréal (Canada), 463 p.

- Réunion

Bessy O. et Naria O., 2003 - *Loisirs et tourisme sportif de nature à la Réunion : état des lieux, enjeux et prospective en matière de développement durable. Rapport au Conseil de la Culture de l'Éducation et de l'Environnement*. Conseil Régional : Saint-Denis, 150 p.

Combeau-Mari E., 1998 - *Sport et décolonisation, La Réunion de 1946 à la fin des années 1960*. L'Harmattan : Paris.

Conseil Régional, Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports, Saint-Denis, 2001 - *Schéma de service collectif du sport de la Réunion*. Direction Régionale des Affaires Culturelles et Sportives : Saint-Denis.

Naria O., 2009 – L'aménagement des équipements sportifs à l'île de la Réunion : aspects historique, politique et spatial. *Revue TSINGY, Association des professeurs d'histoire et de géographie de Madagascar (APHGM)*, Antananarivo, p. 116-132.

Naria O., 2008a - *Géographie du sport à la Réunion. Cultures sportives et territoires*. L'Harmattan : Paris, 430 p.

Naria O., 2008b - *Pratiques sportives et territoires dans l'océan Indien*. [En collaboration avec les Ministères des Sports, de la Culture et des Loisirs de Madagascar ; le Ministère des Sports des Seychelles ; le Ministère des Sports et de la Jeunesse de l'île Maurice, avec le concours de l'Ambassade de France et le Conseil Régional de la Réunion]. Conseil Régional de la Réunion : Saint-Denis, 80 p.

Naria O., 2007 - Les variations spatiales du financement des politiques publiques sportives des communes de La Réunion. *Les Cahiers d'Outre-Mer, Revue de Géographie de Bordeaux*, Pessac, vol. LX, n° 240, p. 281-304.

Naria O., 2005 - *Les pratiques sportives à la Réunion. Contribution à l'analyse d'un espace géographique atypique*. Thèse de doctorat de géographie, Université de la Réunion : Saint-Denis, 440 p.

Naria O., 2001 - *La pratique sportive et des loisirs des Saint-Louisiens*. [sous la direction de l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports (OMJS) de Saint-Louis, du CROMS, et de la Mairie de Saint-Louis]. Office Municipal de la Jeunesse et des Sports (OMJS) : Saint-Louis, 150 p.

- Maurice

Calvini C., 2009 – *Sport, colonisation et communautarisme (1945-1985)*. L'Harmattan, Paris, 333 p.

Calvini C., 2004 - Décolonisation et structuration du mouvement sportif mauricien (1947-1967). In : Combeau-Mari E., dir. - *Sports et loisirs dans les colonies*. SEDES, Université de la Réunion : Paris, p. 119-134.

Indiressen D., 2004 - *Notes sur l'histoire et de l'éducation sportive à Maurice*. Brevet d'État de Cadre Sportif, Ministry of Youth and Sports: Port Louis.

Jauze J.-M., 2008 - *L'île Maurice face à ses nouveaux défis*. L'Harmattan, Université de La Réunion : Paris, 380 p.

Jauze J.-M., 2000 - Port Louis de l'île Maurice : un port, une capitale. *Mappemonde*, Paris-Montpellier, n° 62 (2001.2), p. 38-41.

Republic of Mauritius. Ministry of Youth and Sports, 2008 - *Inventory of Sports Infrastructure*. Ministry of Youth and Sports: Port Louis, 50 p.

Republic of Mauritius. Ministry of Youth and Sports, 2001 - *The Sports Act, Act n° 43 of 2001*. Ministry of Youth and Sports : Port Louis, 63 p.

Republic of Mauritius. Mauritius Sports Council, 2008 - *Statistique des fédérations sportives*. Mauritius Sports Council : Port Louis.

Republic of Mauritius. Mauritius Sports Council, 1986-2020 years, Serving Mauritius Sports (1986-2006). Mauritius Sports Council : Port Louis.

Résumé

Cet article s'attache à montrer la diffusion de la pratique sportive dans les îles de l'océan Indien, plus précisément à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à la Réunion. Le système des sports de compétition gérés par les clubs et les fédérations connaît aujourd'hui son état le plus avancé dans la zone du Sud-Ouest de l'océan Indien. Ce travail permet aussi d'analyser comment les sports de compétition structurent les territoires indiano-océaniques et de comprendre le renforcement relatif des espaces sportifs par le jeu des équipements et des institutions. Les pratiques sportives dans l'océan Indien présentent actuellement de nouvelles perspectives et répondent à de nouveaux enjeux de société.

MOTS CLÉS : Sud-Ouest de l'océan Indien, Sport, Politique, Territoires, Enjeux.

Abstract

Sporting practices to the conquest of Indian Ocean islands

This paper will demonstrate the diffusion of sporting practices among the Indian Ocean islands, in particular at Madagascar, Mauritius, Seychelles and Réunion. The competitive sport system organized by clubs and federations is at its most advanced point in the Indian Ocean zone. This study will analyze also how competitive sports have structured the South-Western Indian Ocean territories and to understand the relative reinforcement of sporting spaces by implementing equipments and from the institutions. The actual sporting practices in the Indian Ocean present new perspectives and may answer new society outcomes.

KEYWORDS: *South-Western Indian Ocean, sports, politics, territories, outcomes.*

